PLUME Beni Bukavu Kisangani

N° 05 || Bimestriel Juillet - Août 2012

Beni

Cultiver des légumes, planche de salut des femmes éprouvées

(Syfia Beni/Vision Plus) Plusieurs OSC de la ville et territoire de Beni créent des champs pilotes et fournissent des semences de soja, choux et tomates, à des veuves, des déplacées de guerres ou des filles mères. Grâce aux récoltes, ces femmes et leurs familles se nourrissent mieux et vendent même certains de leurs légumes.



A Beni, les débouchés semblent prometteurs pour les cultivatrices de légumes © MA Leplaideur

errière l'Hôtel de ville de Beni, un champ sépare le bureau de la direction générale de migration du bâtiment du service no-tarial. Dans cet espace bien entreteix, on apercoit de nombreuses cultures vivrières. Leurs semences sont distribuées gratuitement à des épouses de militaires, des veuves, des déplacées de guerres et des filles mères. Ces bénéficiaires cultivent à leur tour choux, poireaux, carottes, tomates, aubergines, etc. "Je n'achète plus de tomates au marché. Je récolte juste ici, dans mon petit jardin. Quand j'achète un demi kilo de poisson salé, mon plat est désormais accompagné de légumes. Mes enfants n'ont plus de problèmes d'anémie", se félicite Charlotte Kavira, épouse d'un policier. Plusieurs OSC de la ville et territoire de Beni encadrent ces femmes dans l'agriculture de subsistance. Un champ pilote de la mairie, une concession de l'association des jeunes de la çoit de nombreuses cultures vivrières. Leurs

concession de l'association des jeunes de la ville, un vaste terrain des pères assomptionnis-tes et un autre de l'église de la communauté baptiste au centre de l'Afrique centrale, sont exploités par ces cultivatrices. Leur recrute-ment s'opère tous les trois mois. Des agronomes formés montent des germoirs (espaces ou boîtes où on fait germer des graines) afin que ces semences ou plants leur soient ensuite distribués. Cette idée date de 2002, lors des guerres d'Ituri. Depuis, associations et églises continuent d'en distribuer.

L'ONG Action santé femme regroupe une centaine de bénéficiaires. Son coordonnateur, Wilson Kasereka Kibwana, confirme que

A chaque étudiant son arbre

les agricultrices sont souvent sélectionnées parmi des épouses de militaires, des veuves, des filles mères et d'anciennes déplacées des guerres d'Ituri qui ont refusé de rentrer chez elles. "Nous fournissons une fois par trimestre des semences de soja, choux et tomates à 25 femmes dans la localité de Kabasha et 75 à Beni à celles qui disposent d'espace pour cultiver", assure-t-il. Pour Claudine Malevula, épouse d'un militaire, grâce à cette assistance, certaines femmes pauvres commercialisent leurs produits sur les marchés locaux et font mieux face aux dépenses familiales.

Forte demande locale

Les débouchés semblent prometteurs. Beni compte actuellement une vingtaine d'hôtels et de restaurants. Et le territoire de Lubero, au sud de Butembo et qui fournit régulièrement poireaux, choux et ananas, ne parvient plus à répondre à la demande de la population locale. Certaines marchandes vont donc à Bwera et à Kasese en Ouganda pour acheter et revendre des tomates et des oignons. "Il y a une forte demande pour ces produits au niveau local", observe Mamy Kamabu, agent au service de l'économie.

Les OSC spécialisées forment donc toujours plus de cultivatrices. Leurs fruits et légumes ne sont plus seulement consommés dans les familles des bénéficiaires, mais aussi vendus sur le marché local. Jeanne Balikwisha, membre de l'ONG Foyer pour la promotion paysanne et développément intégral, révèle que les L'Avenir que nous voulons

513 milliards de dollars à trouver par les gouvernements du monde entier, le secteur privé et les organisations de la société civile pour financer le développement durable... Planter 100 millions d'arbres, autonomiser 5 000 entrepreneurs femmes en Afrique... Rio +20, la dernière conférence des Nations unies organisée du 20 au 22 juin derniers, a été riche en promesses, notamment dans son document final : "L'Avenir que nous voulons."

Seront-elles enfin tenues ? Une chose est sûre, le destin des hommes, de plus en plus nombreux à nourrir, est plus que jamais intimement lié à celui de Mère nature. "Les forêts et les arbres des exploitations agricoles sont une source directe de nourriture, d'énergie et de revenus pour plus d'un milliard d'êtres humains, parmi les plus pauvres de la planète", a dernièrement souligné le sous-directeur général de la FAO pour les forêts, Eduardo Rojas-Briales.

Cette Plume citoyenne met en lumière des acteurs locaux qui, en RD Congo, ont réussi à concilier agriculture et protection de l'environnement. A Beni, des paysans, ruinés par la maladie du café, sont passés sans encombres au cacao et des femmes, éprouvées par la vie, sont devenues des cultivatrices indépendantes. A Bukavu, individus, autorités locales et OSC tentent de reverdir la ville; non loin de là, la société civile codifie certains contrats pour désamorcer les conflits fonciers. Action voisine en Province Orientale où des associations organisent des médiations entre entreprises forestières et communautés locales pour obtenir des accords plus justes. Dans cette même province, des paysans se regroupent et organisent une foire locale pour mieux vendre leurs produits.

Des initiatives trop souvent isolées et aux résultats modestes, mais qui peuvent donner des idées et du courage à d'autres. Telle aura été, durant cinq numéros, l'ambition de Plume citoyenne et plus largement du projet Medosc (Médias-OSC, des partenaires crédibles et utiles aux citoyens congolais) qui a fait travailler ensemble des journalistes et des chargés de communication d'associations, dans le respect du rôle et de l'indépendance de chacun.

Une concertation avec aussi plusieurs autorités locales, qui se poursuivra au-delà du terme du projet, fin août prochain. En matière d'agriculture et d'environnement et sur beaucoup d'autres sujets, les différents acteurs ont en effet compris la nécessité de dialoguer pour construire, ensemble, "l'Avenir que nous vou-

Emmanuel de Solère Stintzy Syfia international

femmes qui ont de champs de tomates et de choux sont sollicitées par les cuisiniers des restaurants avant même la récolte! "Ils viennent acheter chez moi, à la maison, car, ils disent que mes tomates n'ont pas eu d'engrais chimiques", témoigne Evelyne Furaha. Pour Catherine Karafuli, de l'OSC Umoja wa mama wa kulima wa kivu ndlr (Union des femmes cultivatrices dans le Kivu), les séminaires organisés par la FAO et le service de l'agriculture dans plusieurs villages commencent, eux aussi, à produire des effets positifs. Les femmes récol-tent en effet désormais des légumes et fruits dans leurs champs en plus grande quantité. Des produits qui leur permettent de se nourrir de façon plus équilibrée et aussi de mieux gaaner leur vie.

Norbert Kakule Mungwana

Beni

Page 2

Kubagu

Page 3 Première foire des dynamiques agriculteurs

Beni

Suivis et conseillés, des paysans passent du café au cacao Sud-Kivu

Page 4

Défenseurs

d'une Agriculture pour la paix

Province Orientale

Sortir du bois pour faire respecter la loi

Bukavu

"Refaire de Bukavu une ville verte"

Beni

A chaque étudiant son arbre

(Syfia Beni/Vision Plus) Les étudiants de Beni luttent au quotidien contre le réchauffement climatique en plantant et en prenant soin d'arbustes dans leurs campus. Un comportement citoyen encouragé par les autorités et les OSC locales qui fournissent les plants.

es arbres plantés en file indienne dans une pelouse verdoyante. Tel est, au sud de Beni, le paysage qui tape aux yeux dans la concession de l'Université chrétienne bilingue du Congo (UCBC). Aux alentours des gigantesques bâtiments, on découvre des arbres fruitiers et des plants d'eucalyptus, filaos, grevileas. Ces derniers ont été fournis par le service de l'environnement et des OSC locales. Petit à petit, ils gagnent du terrain sur les herbes sauvages. Chaque arbuste planté porte une petite pancarte avec le nom de l'étudiant qui en prend soin tout le long de son cursus (trois ans pour le graduat et cinq ans pour la licence). A l'est de la ville, sur la route Kasindi, à l'entrée de l'Institut supérieur de développement rural (ISDR), un panneau rappelle que "quiconque coupe un arbre doit en planter dix autres."

Au total, pour cette année académique, 1

Au total, pour cette année académique, 1 200 arbres ont ainsi été plantés dans les universités et instituts supérieurs de Beni. L'IS-DR en enregistre 430, l'UCBC 325, l'Institut supérieur du commerce 250, etc. Le président des étudiants de l'UCBC, Esaie Katavu, se félicite du comportement exemplaire de ses camarades : "Tout chercheur, avant de parler de la lutte contre le réchauffement climatique, devrait en principe être un modèle dans sa communauté." La mairie, le service de l'environnement, les OSC Kacheche, WWF et Sos Naturen sont depuis longtemps actifs

dans ce domaine. Ainsi, le long de l'unique boulevard Nyamwisi, en plein centre-ville, les arbres plantés par Sos Nature mesurent à présent un mètre environ.

Mi-octobre 2011, lors de la rentrée académique, le ministère national de l'Enseignement supérieur et universitaire a par ailleurs lancé sur toute l'étendue de la RDC un programme dans des concessions et sites universitaires pour l'année scolaire 2011-2012, dans lequel tout étudiant était appelé à planter son arbre.

Arbres protecteurs et bienfaiteurs

Les étudiants ont donc répondu à l'appel du ministère et des ONG. Pendant leurs travaux pratiques, ceux de l'ISDR s'occupent d'une pépinière de filaos, arbres fruitiers et fleurs. Gilbert Katembo Chuma, étudiant en troisième graduat dans cet institut, explique : "Il y a peu de temps, les toitures de nos salles ont été emportées par un vent violent. Nous nous sommes rendus compte qu'il fallait protéger nos bâtiments en plantant des arbres. Ils nous épargnent du danger." Situé aux pieds des Monts Ruwenzori, Beni subit en effet le vent qui souffle de cette massive montage bordant le grand rift est-africain. Le fait que leur ville soit située à la limite du Parc national des Virunga, où cultivateurs et gardes parc se disputent sur les limites des espaces à cultiver, motive aussi les plus jeu-

nes à discuter avec les paysans pour préserver ensemble ce patrimoine mondial.

La société civile souhaite aujourd'hui aller plus loin. A l'image de l'ingénieur John Mundele, de la Coordination technique des forestiers du Congo (CTFC), qui estime que les notions d'environnement devraient être plus largement enseignées dans toutes les écoles et instituts, car les arbres protègent le sol, produisent de l'oxygène et donnent du bois de chauffage aux hommes. "Si nous n'en plantons pas, les aires congolaises seront très exploitées par les habitants dans

les années avenir", envisage-t-il.
Pour les Femmes actives pour la conservation de la faune et de la flore, le reboisement dans les enceintes universitaires s'accorde bien avec leur programme qui consiste à inciter les intellectuels à réfléchir sur les causes du changement climatique. Constantin Musavuli, inspecteur chargé de la gestion des forêts de Beni, recommande aux autres institutions qui n'ont pas encore reboisé leurs concessions de le faire d'urgence. James Kituli, agent au fond forestier national, département responsable des taxes sur toute exportation de bois, conclut qu'étudiants et citoyens sont appelés à préserver la nature

toute entière en faveur des générations futures.

Raphael Kagheni

Bukavu

"Refaire de Bukavu une ville verte"

(Syfia Bukavu/ProxiMédias Libres) Ces dernières semaines, individus, autorités locales et OSC plantent de nouveaux arbustes ornementaux à Bukavu. Les habitants en prennent soin. La capitale du Sud-Kivu redeviendra-t-elle bientôt 'Bukavu la verte'?

Intre février et avril, 4 000 arbustes ont été plantés sur la plupart des avenues du centre de Bukavu", déclare Innocent Bayubasire, chef de bureau à la coordination provinciale de l'environnement et conservation de la nature. Depuis, chaque matin et soir, les deux domestiques de Didace Mtunimtu, un commerçant de la place, arrosent et protègent ces jeunes arbres le long de sa grande bâtisse des dépôts-magasins sur l'avenue de la cathédrale. D'autres font de même. "Je les arrose chaque matin, parce qu'ils vont apporter de l'ombrage devant ma résidence", affirme Martin Mudumira, un biologiste, habitant l'avenue hippodrome, à l'autre bout de la ville.

même. "Je les arrose chaque matin, parce qu'ils vont apporter de l'ombrage devant ma résidence", affirme Martin Mudumira, un biologiste, habitant l'avenue hippodrome, à l'autre bout de la ville. "Une partie des plantules de ces acacias, spatodeas, jacarandas et grevileas vient de notre pépinière de Ruzizi 1er, l'autre du Service d'accompagnement et de renforcement des capacités d'autopromotion de la femme (Sarcaf) à partir de son site de Mugogo, dans le territoire de Walungu (à une trentaine de km au sud-ouest de Bukavu, Ndlr)", précise M. Bayubasire. Selon son secrétaire, Jean Bokanga, Sarcaf entretient une cinquantaine de pépinières d'eucalyptus et de grevileas autour de la ville pour reboiser les territoires surpeuplés et érodés de Kabare et Walungu.

A Bukavu, les nouveaux arbres ornementaux arrivent à point nommé, car les anciens dataient de l'époque coloniale et s'étaient écroulés avec l'âge. Certains avaient été abattus pour servir de bois de chauffe ou avaient cédé la place à des constructions anarchiques. "D'autres avaient séché, car leurs écorces avaient servi de plantes médicinales et leur résine avait produit de la colle. Il n'y en a presque plus et ceux qui sont encore là doivent être remplacés", résume encore M. Bayubasire.

Bukaviens émerveillés

Mais, par qui ces nouveaux arbres ont-ils été mis en terre? Le responsable de la composante environnement du bureau de coordination de la société civile du Sud-Kivu, Patrick Nyamatomwa, témoigne avoir vu le frère Michel Dubois de la congrégation des missionnaires d'Afrique en planter depuis le début de cette année sur l'avenue Mbaki, non loin de la cathédrale Notre Dame de la paix. Pour des raisons de sécurité, il a été demandé aux habitants de cette partie de la commune d'Ibanda d'abattre les vieux arbres pour qu'ils ne tombent pas sur les reboiseurs. L'initiative de ce religieux - souvent en salopette verte, pellette sous l'aisselle et cisaille en mains – a émerveillé la majorité des Bukaviens, dont le coordinateur provincial de l'environnement, Jean-Paul Lubala récemment rentré du Bas-Congo où il a passé une trentaine d'années : "Je ne me retrouvais plus dans ma ville natale, jadis appelée 'Bukavu la verte', car ses rues étaient bordés d'arbres fleuris, se souvient-il avec nostalgie. Il poursuit : La coopération allemande, GTZ environnement, nous aide avec un peu de sous pour le transport des plants, l'achat des sticks de protection et la prime pour la main d'œuvre."

M. Nyamatomwa confirme que les OSC locales spécialisées veillent



Arbustes ornementaux plantés sur l'avenue de la cathédrale © Dieudonné Malekera

au choix des espèces et la période pour les planter. Il explique que Sarcaf a fourni de bonne foi environ 500 plantules de grevileas que certains agronomes apprécient toutefois peu... Selon Augustin Balinda du Groupe agropastoral du Kivu, ces arbres aux larges branches tombent en effet facilement en saison des pluies. "Ils attirent la foudre!", estime même Delphin Zozo, consultant à l'Institut international de fertilisation du sol et de développement durable. De son côté, l'agronome Jean-Marie Bansoba, du Comité anti-bwaki (Cab), une OSC spécialisée dans l'agropastorale pour lutter contre la malnutrition au Sud-Kivu, préfère les acacias, plus ornementaux à son goût, mais qu'il aurait fallu planter plutôt en septembre et octobre, en période de grosses pluies, pour qu'ils prennent mieux racine... Trop tard? Pas forcément... "Les arbustes plantés embellissent les artères de la ville et absorbent le gaz carbonique. Mieux vaut les arroser pour les sauver de la méchante saison sèche qui a commencé", conseille M. Nyamatomwa qui propose de développer un cadre de concertation entre OSC et autorités sur ce sujet. "Plusieurs de ces arbustes vont périr, mais nous aurons semé dans les cœurs des habitants l'envie de refaire de Bukavu une ville verte", se réjouit, malgré tout, le frère Dubois.

Dieudonné Malekera



Kubagu

Première foire des dynamiques agriculteurs

(Syfia Kisangani/Médias pour la paix et la démocratie) Aux portes de Kisangani, les paysans de Kubagu ont, pour la première fois, organisé fin juin dernier une mini-foire agricole. Un événement pour eux et pour leurs clients, nombreux à apprécier le dynamisme de ces cultivateurs performants, regroupés en petites associations.



Exposition des produits à la foire de Kubagu © Mongongo

ous des hangars construits pour la circonstance, ils exposent leurs produits : riz, maïs, bananes, huile de palme, légumes... Et même chèvres, poules, œufs... Commerçantes et curieux, qui ont suivi la veille l'annonce de l'événement dans les médias, sont nombreux. Les 28 et 29 juin dernier, les habitants de Kubagu (20 km au sudouest de Kisangani, dans la commune de Lubunga), ont, pour la première fois, organisé une mini foire agricole.

Leurs clients ont découvert ou redécouvert des produits peu chers et de qualité, aux portes même champ tous les deux ans.

de Kisangani. Une évolution remarquable pour ces cultivateurs, déplacés des guerres (2000-2001). Leur production agricole était alors faible. Ils ne respectaient pas les saisons culturales et faisaient peu de rotations de cultures. L'ONG LWF (Lutheran world federation) est intervenu en urgence en 2001, puis les a aidés à se structurer entre 2009 et 2012.

128 paysans de 10 villages, regroupés en plusieurs associations de 15 à 25 membres chacune, ont ainsi été formés. Désormais, ils changent de cultures dans un

"Après avoir récolté le niébé, je sème le maïs. 50 jours après, je plante le riz et l'arachide", énumère aisément Cyprien Belanga, président du regroupement des associations des agriculteurs de

La faculté des sciences leur procure des plantes (mukuna, akasia, albizia) qui fertilisent la terre. Le docteur Logbo-Zey, responsable de LWF, précise que le projet réduit la charge de la femme, qui, avant, faisait de longues distances pour chercher la nourriture. Il augmente aussi les revenus des paysans en associant agriculture et élevage. "Ils sont très dynamiques et réceptifs aux changement's dans les nouvelles techniques culturales", résume le Dr Logbo.

Kubagu se développe

Les paysans ont par exemple délaissé l'ancienne variété de riz qui restait en terre sept mois avant d'être récoltée et ne produisait que 500 kg/ha et adopté une autre variété qui, au bout de quatre mois seulement, donne jusqu'à 2 tonnes de paddy. "Je viens de récolter 30 sacs de riz sur un champ d'1 ha, qui ne me donnait autrefois que huit sacs", se réjouit Joseph. Ce cultivateur affirme avoir ainsi acheté une parcelle à Kisangani. Quant aux ménages qui cultivent les bananes plantain, ils récoltent pendant deux ans et vendent dorénavant deux fois par semaine à des gens qui viennent de partout ou presque (Opala, Ikela, etc.). meilleurs rendements contribuent à développer Ku-

bagu. Selon Abisa Losondo, notable de cette localité : "Tout le monde préfère maintenant y habiter!". "1 ha de terre revient aujourd' hui à 50 000 Fc (55 \$) au lieu de 5 000 (5,5 \$), il y a 5 ans", se disent t-ils. Les villages s'étendent petit à petit, avec de nouvelles tôles visibles sur de vieilles maisons. "J'ai une moto, quatre vélos, des porcs, canards et poules. Et, je compte bientôt mettre les tôles sur ma maison !", envisage fièrement J.W. Otuteleke, chef de l'association des cultivateurs de Balasa PK 23. Jusqu'à il n'y a pas si longtemps, ici, le seul moyen de déplacement était le vélo. A présent, la localité compte une vingtaine de motos, comme autant de 'fruits des récoltes'. Soucieux de ne pas s'arrêter là, les paysans formés en forment d'autres. Les habitants, aujourd'hui plus de 10 000 -, cherchent par ailleurs à avoir un

leurs champs étant délabrés. Apprendre à bien gérer leur argent est une autre difficulté. D'où la nécessité d'un centre d'alphabétisation. Depuis le départ de plusieurs bailleurs, ils recherchent d'autres financements pour créer des coopératives de vente groupée ou faciliter des micros crédits. Le Dr Logbo propose une synergie des ONG pour faciliter notamment l'accès à la terre de ces dynamiques paysans.

marché permanent pour écouler

plus facilement leurs produits, les ponts sur les routes menant à

Hortense Basea

Suivis et conseillés, des paysans passent du café au cacao

(Syfia Beni/Vision Plus) Près de Beni, des ONG et des entreprises fournissent semences, conseils et débouchés aux nouveaux producteurs de cacao. Ces derniers se reconvertissent avec enthousiasme, après que leurs caféiers aient été à nouveau décimés par une redoutable maladie, la trachéomycose.

ur une colline de Kyatsaba, à une dizaine de kilomètres de Beni, dès qu'on s'éloigne des maisons, on aperçoit des champs et des plantations. Depuis peu, les cacaoyers y ont, le plus souvent, remplacé les caféiers. Les paysans s'affairent, en attendant de récolter bientôt les cabosses encore vertes suspendues aux arbres. "Je cultive le cacao depuis bientôt cinq ans. grâce à mon champ, j'ai acheté une parcelle au nord de la ville et deux motos qui font le *taxi",* se réjouit Philémon Kasereka.

Philémon et les autres reviennent de loin... Depuis les années 1980 leurs champs sont régulièrement ravagés par la trachéomycose, "le sida du café", une maladie causée par des champignons présents dans le sol (Fusarium xylarioïdes). Seule solution pour arrêter sa propagation: arracher tous les plants de café et les brûler... En 1999, des milliers d'hectares ont ainsi été décimés, et des plantations abandonnées dans une région qui figurait parmi les grands producteurs du café en Afrique. L'Office national du café (ONC) a lancé, en 2000, une vaste campagne de sensibilisation et de formation des agronomes pour lutter contre la propagation de cette maladie et renouveler les vergers caféiers. En 2007, la production avait ainsi augmenté et la qualité s'était améliorée permettant aux cultivateurs de bénéficier d'une hausse des prix sur les marchés. Mais, cette em-bellie n'aura finalement été que de courte durée et "le sida du café" a dernièrement fait son retour dans la région...

Aujourd'hui, avec le cacao, des centaines de planteurs ont réussi leur reconversion et trouvé un nouvel eldorado agricole. "Mon épouse et moi avons pris l'initiative de planter 220 plantules. Trois ans après, j'ai commencé à récolter et cela deux fois par mois, presque toute l'année. Avec le café, je ne récoltais que deux fois l'an !", se réjouit Sosthène Paluku Kyuma. Ce producteur ajoute que pour une petite étendue, il obtient facilement six sacs, deux fois plus qu'avec le

Le cacao est d'autant plus rentable que, sur le marché local, un kilo se négocie actuellement dans un comptoir ou un dépôt à 1 775

Fc (près de 2 \$) contre 500 Fc (0,55 \$) pour le café. Alors qu'avant, l'agriculteur était obligé d'amener ses sacs chez les acheteurs, avec le cacao ce sont ces derniers qui viennent le voir... Des débouchés prometteurs qui encouragent de nombreux cultivateurs à reconvertir leurs champs et plantations à la périphérie de Beni.

Succès au rendez-vous

Entreprises publiques, sociétés commerciales et OSC encouragent cette transformation du paysage et de l'économie de la région. Des ONG spécialisées installent des germoirs et distribuent des plants aux paysans. Depuis 2010, leurs animateurs, notamment ceux du Syndicat des droits des agriculteurs paysans, de l'Encadrement pour le développement intégré (EDI-RDC) et de l'Union des agronomes au Congo, vulgarisent l'intérêt économique de cette culture. Une entreprise locale (Esco/Kivu), qui commercialise les fèves, distribue elle aussi (depuis 2008) gratuitement des semences, et multiplie les formations des cultivateurs. Ses agronomes, dotés de motos suivent les paysans et leur apprennent à entretenir durablement leurs champs. Ils ont crée des germoirs, après avoir identifié les propriétaires des petits et grands espaces désirant passer au cacao. Le succès semble au rendez-vous. "Les cultivateurs nous arrivent

nombreux. Cette demande nous oblige à augmenter le nombre de plantules. Et, dans toutes les localités, nous avons ouvert un dépôt d'achat de fèves", relève Jacques Matumo, administrateur d'Esco/Kivu. Toutefois, l'Ingénieur François Kambale Nzanzu, chef de brigade agronomique de l'axe Ruwenzori-Wallinga de l'ONC ne décourage pas la minorité de cultivateurs qui n'a pas encore définitivement abandonné le café, car il espère que la trachéomycose sera un jour éradiquée. En attendant, fatigués des dégâts que cette maladie faisait régulièrement subir à leurs cultures, bon nombre de paysans ont trouvé une énergie nouvelle grâce au cacao.

Kizito Siriwayo



Sud-Kivu

Défenseurs d'une Agriculture pour la paix

(Syfia Bukavu/ProxiMédias Libres) Au Sud-Kivu, une association locale et une union de producteurs développent une stratégie dénommée Agriculture pour la paix. Avec l'appui d'autorités coutumières, elles organisent des groupes de réflexion et codifient certains contrats pour désamorcer les conflits fonciers et protéger des paysans tentés de brader leurs terres

L., un habitant de Kahembarhi, à 50 km à l'ouest de Bukavu, a vendu 2 500 \$ sa concession de 2 ha il y a deux ans, à un riche individu de la capitale du Sud-Kivu. Aujourd'hui, il le regrette triplement : il a bradé son bien (il aurait pu en tirer entre 8 000 et 10 000 \$), sa parcelle est depuis en jachère et lui-même, après avoir habité péniblement une petite cabane dans son village, erre désormais à Bukavu comme portefaix... "Les paysans cèdent actuellement leurs terres parce qu'ils sont pauvres. Plusieurs d'entre eux vont ensuite vivre à Bukavu, au risque de rester misérables...", constatait dernièrement Daniel Ekolo Nsala, administrateur du territoire de Walungu à l'issue d'une réunion avec les Cikala (petits producteurs locaux). C'était à l'occasion de la création d'une coopérative d'agriculteurs à Mudaka (25 km au nord de Bukavu).

Ces derniers temps, au Sud-Kivu, plusieurs personnes, informées de l'existence de terres inexploitées par les paysans et inconnues des autorités foncières, viennent de Kinshasa avec des titres de propriété et se prévalent de ces richesses. En particulier là où des autorités comptent lotir. La plupart de ces sites sont convoités par de riches commerçants et des politiciens qui y achètent de grands espaces dans la collectivité de Ngweshe, à l'ouest de Bukavu. "C'est bien d'acheter des concessions, mais les garder inexploitées occasionne un manque à gagner important pour les paysans et la population bénéficiaire de ces produits agricoles", observe Eleuthère Musege, producteur à Birava, à 30 km, au nord de Bukavu.

"Maintenir un équilibre social"

Pour tenter de sortir de l'impasse, Innovation et formation pour le développement et la paix (IFDP), une association locale et l'Union des producteurs agricoles du Congo, qui regroupe des propriétaires privés de plus de 5 000 ha, développent actuellement une nouvelle stratégie. Agriculture pour la paix (Agripax), entend faciliter la coopération entre ces propriétaires et les paysans sans terres pour que ces derniers accèdent à des espaces non exploités. Des Groupes de réflexion sur les questions foncières (GRF) auxquels participent les autorités des chefferies Kabare et Ngweshe fonctionnent dans 130 villages et regroupent près de 150 000 personnes. Ces échanges auraient déjà permis de résoudre plus de 1 500 conflits fonciers.

Avec l'appui des autorités coutumières, IFDP codifie des contrats comme le kalinzi (contrat coutumier de concession perpétuelle), le bwassa (location de terres arables), le bugule (achat de terres) et le bwime (terres acquisses par héritage). "Nous augus mis en plus que premis que propriéte de propriéte de

Avec l'appui des autorités coutumieres, IFDP codifie des contrats comme le kalinzi (contrat coutumier de concession perpétuelle), le bwassa (location de terres arables), le bugule (achat de terres) et le bwime (terres acquises par héritage). "Nous avons mis en place une nouvelle alternative de mise en valeur des terres inexploitées dans les concessions privées. Avec ceux qui ont encore quelques terres, nous tentons de maintenir un équilibre social et un développement agricole stable en encourageant les pratiques traditionnelles des contrats de location et en formant les paysans à valoriser la terre", résume Jean-Baptaletians de contrat des parts les parts le

Une façon d'humaniser des relations devenues tendues entre les propriétaires et les locataires de terres.

Furaha Chitera

Province Orientale

Sortir du bois pour faire respecter la loi

(Syfia Kisangani/Médias pour la paix et la démocratie) Ces derniers temps en Province Orientale, la Société civile joue les arbitres entre entreprises forestières et communautés locales. De nouveaux accords, plus respectueux des droits de ces dernières, sont signés grâce à cette médiation.

n accord encourageant signé publiquement à Kisangani. C'était le 7 juin dernier, entre la communauté de Bavangaso (village situé sur la route Bafwasende à 260 km à l'est), représentée par la notable Béatrice Feza et La Forestière, une entreprise qui exploite le bois sur 200 000 ha depuis 1992, représentée par Jean-Paul Belingaze chef de production. En présence, également, de la société civile, de l'administrateur du territoire de Bafwasende et du ministre provincial de l'Environnement.

provincial de l'Environnement.
L'accord porte sur les bénéfices que doivent tirer les autochtones du bois exploité. Ceci conformément l'arrêté ministériel n°023 du 7 juin 2010, portant modèle d'accord et constituant la clause sociale du cahier des charges. Cette dernière oblige les entreprises forestières à construire ou réfectionner des routes, installations sanitaires et scolaires, faciliter le transport des personnes et des biens, etc. L'ONG Océan (Organisation concertée des écologistes et amis de la nature) basée à Kisangani, qui a assuré cette médiation, a notamment proposé aux paysans de s'organiser pour acheminer leurs récoltes de façon groupée par les véhicules des forestiers jusqu'en ville.

Impliquer la communauté

Un accord profitable, donc, en principe, à l'ensemble de la communauté. Une évolution significative, car avant, c'était plutôt certains chefs locaux qui en bénéficiaient, se limitant à demander un fusil, un générateur électrique, une machine à coudre ou à écrire, etc. Beaucoup plus rarement une école et, le plus souvent, sans associer l'ensemble de la communauté aux négociations... Pourtant, la valeur des biens que cette dernière peut demander dans le cahier des charges (d'une durée de 4 ans renouvelables) va de 74 000 à 400 000 \$\$, selon la quantité et la qualité des essences de la forêt, précise Victor Kangela du pôle forêts et gouvernance locale à Océan

forêts et gouvernance locale à Océan. L'accord signé début juin comporte une autre nouveauté. Un comité local de gestion, chargé d'exécuter les travaux d'intérêt communautaire et les projets retenus dans le cahier des charges, devrait être mis en place. Sur le montant global des biens demandés à l'entreprise, 10 % seront versés à ce comité pour assurer son fonctionnement. Il sera composé du délégué de l'exploitant, des notables parmi les autochtones, en particulier la lignée régnante dont l'entreprise doit, en principe, embaucher certains éléments. Un autre comité de suivi auprès de l'entreprise et de la division de l'environnement sera mis sur pieds. Son rôle sera de contrôler la quantité de bois exploité. L'administrateur du territoire de Bafwasende en fera partie.

Depuis dix ans, Océan accompagne les communautés locales. En 2007, elle a facilité la signature d'un autre accord entre les habitants de Babun-

dje (sur la route Ubundu, au sud de Kisangani) et CFT (Compagnie forestière de transformation). Elle a par ailleurs distribué aux leaders locaux un guide de compréhension du code forestier, traduit en langue locale. Le Programme national forêts et conservation a appuyé cette ONG dans ce processus. Depuis, plusieurs communautés connaissent mieux leurs droits et revendiquent la révision de leurs cahiers des charges.

Nouveaux cahiers des charges Deux semaines avant la fin du moratoire fixé au 31 juillet 2011, accordé par le gouvernement central aux entreprises forestières pour signer de nouveaux cahiers des charges, Océan, a ainsi publié un mémorandum demandant au gouvernement de retirer

le titre d'exploitation forestière

aux entreprises qui n'auraient pas signé un nouveau contrat avec les populations locales. Sur les 24 entreprises qui exploitent le bois en Province Orientale, seules cinq respectaient en effet leurs engagements... Ce mémo a été largement médiatisé. Début janvier 2012, à l'issue d'une autre évaluation, 14 entreprises ont signé un nouveau contrat.

Des contrats notamment plus respectueux des usages ancestraux de la forêts (collecte de chenilles ou de miel, fabrication de braise, coupe de lianes, etc.) en principe exclusivement réservés aux populations locales, selon les articles 38 et 39 du code forestier. Jusqu'ici, loin des contrôles du service de l'environnement, les responsables locaux fermaient les yeux face aux abus

locaux fermaient les yeux face aux abus...
Mais, changer les mentalités prendra du temps...
"On ne peut pas résoudre tous les problèmes!
Nous réhabilitons déjà la grande route qui mène vers les champs des villageois, de même qu'un dispensaire à bas prix", réagissait, au cours d'un débat public, le responsable d'une entreprise forestière. Depuis mai dernier, pour faciliter les négociations, un consortium d'ONG venu de Kinshasa mène une campagne. "Nous avons beaucoup contribué à cette prise de conscience de se conformer aux lois nouvellement établies", affirme Cyril Adebu, responsable d'Océan. Me Ignace Lubala, avocat de cette même ONG, nuance: "Le début est timide... Aux autorités d'appliquer la loi et à la société civile de faire pression pour qu'entreprises et populations locales respectent leur convention".

Jean Fundi Kiparamoto



Béatrice Feza, notable de Bavangaso pose son empreinte digitale sur le contrat © Jean Fundi

CITOYENNE

Beni Bukavu Kisangani

Coordinations locales

A Beni : Jacques Kikuni Kokonyange (Vision Plus) kokonyange@yahoo.fr Tél : +243 (0) 99 839 85 46

A Bukavu : Thaddée Hyawe-Hinyi (Proxi Médias Libres) thyawehinyi@gmail.com Tél : +243 (0) 85 371 36 69

A Kisangani : Ernest Mukuli (Médias pour la Paix et la Démocratie) ernestmukuli2@yahoo.fr Tél : +243 (0) 81 200 63 99

Syfia international

Emmanuel de Solère Stintzy (Syfia France) desolere@syfia.info Tel : 33 (0)4 67 52 98 74

Coordination générale Syfia international Marie Agnès Leplaideur contact@syfia.info Tél.: 33 (0)4 67 52 98 12 20 rue du Carré-du-Roi 34 000 Montpellier France

Maquette : Jimmy Bakelenge (Médias pour la Paix et la Démocratie) jimmybakelenge@yahoo.fr

Imprimerie: SUPRA, Nasser road, Kampala-City/ Uganda







